

Des compensations justes et équitables, vraiment ?



GYSLAIN LOYER

Président des Producteurs
d'œufs d'incubation du Québec

En octobre 2018, après avoir accordé des accès supplémentaires aux marchés sous gestion de l'offre dans le cadre de l'Accord économique et commercial global (AECG), du Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) et de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), le gouvernement canadien a promis aux productrices et producteurs avicoles et laitiers des compensations justes et équitables. Ce n'était ni la première ni la dernière fois que des représentants gouvernementaux – libéraux ou conservateurs – utilisaient cette formule. En cette période pré-électorale, cette notion est d'ailleurs bien ancrée dans le discours de plusieurs partis.

Par définition, une compensation doit réparer un mal ou un préjudice. Elle est juste et équitable lorsqu'elle est empreinte d'un souci d'impartialité; elle ne doit léser personne. Sur la base de cette définition et des déclarations du gouvernement, il est difficile de comprendre pourquoi, alors que des annonces de compensations ont été effectuées pour le secteur laitier, les promesses gouvernementales de mesures d'atténuation présentées aux producteurs et productrices de volailles et d'œufs n'ont pas

été respectées avant le lancement des élections. Est-il juste et équitable de traiter ainsi le secteur avicole, déjà déstabilisé par les concessions, et de maintenir ses membres dans l'incertitude?

N'hésitez pas à vous faire entendre et à demander des engagements clairs de vos prochains élus.

MERCOSUR

Le Canada a bien peu à gagner, du point de vue agricole, d'un accord de libre-échange avec les pays du Marché commun du Sud (MERCOSUR), d'importants exportateurs de viandes et de céréales. Le gouvernement canadien doit protéger intégralement ses secteurs sous gestion de l'offre et éviter le piège des promesses d'exportations lorsque ces dernières sont, en réalité, inexistantes. L'AECG est d'ailleurs un bel exemple de fausses opportunités. Alors que des barrières non tarifaires limitent les exportations de viande canadienne en Europe, les fromagers européens profitent amplement de leurs nouveaux droits d'accès au marché canadien.

Bonne fin de campagne électorale! 🍷